



## Incendiaires, pyromanes et terrorisme artificiel: Incendie d'artifice un 14 juillet

Par [Dominique Arias](#)

Mondialisation.ca, 18 juillet 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Désinformation médiatique](#)

La principale différence entre un incendie et un feu d'artifice c'est que, si le feu d'artifice est assurément spectaculaire et haut en couleurs, il reste un artifice de feu, il n'a jamais la force que donne à l'incendie sa dimension tragique et délétère. Le feu d'artifice ne dure qu'un instant et ne laisse pas de traces, l'incendie dure des jours, parfois des semaines, laisse en souvenir des terres dévastées, des maisons et des forêts détruites, des morts parfois, et pendant des années de vastes plaies noirâtres au milieu de paysages sublimes.

La Provence est belle en été. Il y fait très chaud, il y pleut rarement, et ça n'attire pas que les touristes. Tous les ans, des incendies s'y déclarent. Le mistral les attise, et pendant des jours et des jours les chaînes de télévisions diffusent d'impressionnantes images de pinèdes en feu, de destructions, de pompiers et de canadais luttant désespérément contre une puissance dévastatrice incontrôlable, d'immenses colonnes de fumée noire, etc. Tout ça est très spectaculaire et très vendeur, et pour le journal de 20 heures c'est toujours la garantie d'un taux d'audience optimum. Pour les pyromanes, c'est un spectacle fascinant aussi hypnotiquement excitant qu'un film porno pour un violeur, et qui incite viscéralement au passage à l'acte. Les journalistes et directeurs de médias le savent pertinemment mais l'activité même des pyromanes cycliquement incités à répliquer l'événement au prochain coup de mistral est, lui aussi, pour eux, irrésistiblement attractif. Et tout recommence sur une autre pinède quelques semaines plus tard, avec des images somptueuses et tragiques, et un excellent audimat.

Dans l'idéologie contre-insurrectionnelle, comme l'ont amplement démontré les années de plomb en Italie et les décennies 1980 et 1990 en Amérique du Sud, dans les périodes où la contestation populaire augmente sensiblement, contestant la légitimité du pouvoir et de ses décisions les plus impopulaires, il est jugé préférable de prendre les devants et de créer une situation de tension dont la gravité impose par elle-même au gouvernement de prendre, d'augmenter, de maintenir, voire d'institutionnaliser des mesures de répression et de contrôle des populations assez omniprésentes et fortes pour intimider la population, inhiber sa capacité et son désir d'exprimer sa colère et sa frustration contre les institutions, et la rendre majoritairement passive et timorée. En général, ça marche. Si on peut lui faire craindre les espaces publics et les grands rassemblements sans nuire à l'industrie et à tout ce qui peut stimuler le sentiment nationaliste (comme les matches de foot), c'est toujours mieux, et les institutions pourvoient aux moyens d'instituer ce climat de terreur, de crainte permanente ou de « tension ». Dans les années 1970, on appelait ça la « stratégie de la tension » et les gouvernements qui optaient pour de telles méthodes pouvaient, selon les cas, inciter, faciliter, stimuler voire simuler des actions terroristes ou des campagnes

d'assassinats (comme ce fut le cas en Italie, par exemple, avec la Piazza Fontana et la Gare de Bologne, ou en France avec l'OAS), lancer des coups d'État ratés, avec ferme reprise en main et campagne de purges (comme ce fut plusieurs fois le cas en Amérique Latine et peut-être même en France), ou recourir aux « escadrons de la mort », massacrant au hasard ou de manière très spécifique les franges les plus basses de la population, en médiatisant massivement « les violences de droite et de gauche » pour légitimer à nouveau une « ferme reprise en main ». Le tout était de veiller à imputer explicitement à « l'ennemi intérieur » (M. tout le monde version ennemi public n°1) l'initiative de l'agression pour légitimer la réponse, quelle qu'elle puisse être : état d'urgence, état de guerre, couvre-feu, état contre-insurrectionnel, avec déploiement quotidien de militaires en armes dans les rues et suspension du droit de regard de la justice sur les activités et initiatives de l'exécutif, c'est-à-dire suspension « *sine die* » ou jusqu'à « nouvel ordre » de l'état de droit.

Concernant les partisans de ce type de mesures et les adeptes de l'idéologie contre-insurrectionnelle, il est difficile de dire (faute d'éléments probants ou de confessions par vantardise) si réellement les derniers attentats survenus en Europe ces dernières années étaient seulement un merveilleuse aubaine, ou si le coup de pouce était plutôt, comme on le dit dans les milieux militaires « nécessité fait loi ! » Mais force est de constater que l'effrayante imagerie des attentats récurrents dans différentes villes d'Europe et l'omniprésence générale de la « menace terroriste », avec tout l'arsenal de mesures qui l'accompagne et la médiatisation qu'elle alimente ou dont elle s'alimente, accompagnaient précisément une période de fortes contestations du mode de fonctionnement de la politique européenne et de la « gouvernance » à la mode - comme en ont amplement témoigné les vagues de manifestations monumentales de ces dernières années en Grèce, en Espagne, en Italie en Angleterre ou en France, l'élection d'un Pakistanais à la mairie de Londres, d'une représentante du mouvement cinq étoiles à la mairie de Rome et d'une autre à Turin, ou le Brexit, manifestement plus inattendu que prévu.

Quels que soient ses soutiens réels, ses commanditaires et ses sponsors, la mouvance terroriste qui n'a fait que s'accroître et s'étendre depuis le déclenchement - ou le lancement - de la « Guerre contre le terrorisme » de George Bush II en 2001, est restée depuis quinze ans littéralement omniprésente dans notre univers médiatique et invariablement présentée comme une fatalité tombée du ciel (sinon comme une sorte d'irréductibilité intrinsèquement arabe : « C'est pas nous, c'est eux ! »), même lorsque Al-Qaïda s'imposait en alliée de l'OTAN sous Sarkozy, et que Fabius déclarait devant les médias : « Al-Qaïda fait du bon boulot en Syrie ». Terroristes chez nous, partenaires et alliés ailleurs, dangereux extrémistes chez nous, aimables « modérés » ailleurs, les terroristes sont restés pendant quinze ans, au quotidien, les stars du petit écran, dans le rôle du super-méchant hollywoodien indestructible, contre lequel il faut lutter en permanence.

Disparaissant ici sur une mobylette, apparaissant là-bas en 4x4 flambant neuf, volant de victoire en victoire, ils allaient même au Proche-Orient engranger, moyennant salaire, un nombre impressionnant de « vocations », et dégager des milliards de profits illicites pour couvrir les dépenses en armement, « fournitures non-létales », équipements (militaires, logistiques et informatiques), drogues, et nourriture, de tout une armada de factions et de sous-groupes plus ou moins officieusement extrémistes et plus ou moins officiellement modérés, engagés comme mercenaires en Syrie et en Irak, à l'époque où tous les médias faisaient en chœur l'apologie de leur impressionnante invulnérabilité, c'est-à-dire jusqu'au démarrage de l'intervention russe.

Tout au long du conflit syrien, de nombreux auteurs indépendants ont dénoncé le fait que ce

battage médiatique exalté dopait inévitablement, voire délibérément, le recrutement des réseaux terroristes en donnant systématiquement une dimension quasi héroïque aux « rebelles armés » partis pour « le djihad » ou « combattre la dictature » en Libye, en Irak, en Syrie ou ailleurs, aux côtés des pays de l'OTAN. Rien n'y faisait, les médias, toujours plus incendiaires, continuaient d'idéaliser ces croisés d'un autre âge, les comparant sans vergogne aux brigadistes qui combattaient Franco pendant la guerre d'Espagne - nonobstant la totale contradiction des objectifs et des méthodes.

Dans la tête d'un imbécile, incapable de soutenir la vision de la nullité crasse d'une vie gâchée à ne rien faire d'intéressant, de pertinent ou même d'utile, du fiasco permanent d'un empilement lamentable de faux plans foireux et d'amours ratées, de l'absence totale de perspectives réellement valorisantes que nous offrent généreusement les sociétés occidentales actuelles, du désert de platitudes et d'effets de mode dont la plupart d'entre nous sont supposés se contenter au-delà du turbin et des victoires du foot, tout ce battage est aussi efficace que pour un pyromane les belles images de grandes flammes dévorant des maisons, des collines et des forêts entières, avec derrière tout ça un acteur mystérieux, immense, incontrôlable, « l'œuvre d'un pyromane », dévoré lui aussi par un mal incurable ; le même mal : l'ennui.

Si les auteurs ou « auteurs présumés » des attentats précédents (Paris, Bruxelles, Paris, etc.) n'avaient en réalité, à y regarder de près, pas grand-chose de véritables intégristes (alcool, boîtes de nuit, passé flou sans jeûne ni prières), le dernier en date n'a strictement plus rien à voir (ni dans la formation ni dans les méthodes) avec le profil héroïsé dans les médias depuis quinze ans, mais il ouvre une porte de plus : tous les moyens sont bons, pas besoin de réseaux, d'embrigadement, de filières d'armes ou d'explosifs. Pas besoin de passer des mois entre la madrasa et le camp d'entraînement, mais un même idéal : « Je vais me faire buter au final, mais qu'est-ce que j'ai à perdre ? Au moins, j'aurai mon nom dans les journaux ! »

Et si chaque terroriste après l'autre est un pyromane de plus, ceux qui font leur apologie en prétendant faire le contraire ne sont-ils pas eux-mêmes les incendiaires qui nous font avoir peur de sortir dans la rue ?

La question qui reste posée c'est la fameuse « revendication de l'EI ». Y a-t-il vraiment une ligne directe, une ligne crédible, une sorte de « téléphone rouge » qui relie très officiellement le QG de Daesh au Ministère de l'intérieur, avec un type qui appelle : « Oui, bonjour, c'est l'EI, bonjour M. le ministre, oui, comment allez-vous, mais très bien moi aussi. Ah, les temps sont durs mais en ce moment, que voulez-vous, la conjoncture, c'est un peu pour tout le monde pareil ! Oui, dites-moi, le dernier attentat, à Nice, oui, ça c'est nous n'est-ce pas. Nous revendiquons officiellement, même s'il a oublié de laisser les revendications d'usage et son passeport sous l'essuie-glace. Un débutant, n'est-ce pas, vous savez ce que c'est... » Où est-ce qu'en réalité, n'importe qui peut revendiquer n'importe quoi pour n'importe qui d'autre, comme au Pays Basque à l'époque ?

Si cette revendication, manifestement fausse (à l'instar de bien d'autres sans doute), c'est seulement de l'opportunisme, c'est bien qu'il y en a quelques-uns que ce contexte arrange. Non ?

Et si des liens obscurs avec certains réseaux, dont évidemment personne dans son entourage n'aurait eu connaissance, apparaissent néanmoins, bien tardivement, au fil de l'enquête, selon « les renseignements » et le ministère de l'intérieur, c'est bien parce qu'il

n'y avait en fait aucune raison de relancer l'état d'urgence (c'est-à-dire la suspension de l'état de droit) – abrogé à contre cœur quelques jours plus tôt parce que toute prolongation supplémentaire sans suspension momentanée devenait illégale – si le massacre de Nice était reconnu, non comme un « attentat djihadiste » mais comme le crime d'un psychopathe, qui voulait simplement en finir avec une vie totalement ratée, et que les médias seuls avaient réellement incité, mois après mois, depuis quinze ans, à vouloir devenir enfin, un jour, lui aussi, à n'importe quel prix, celui dont tout le monde parle, celui que tout le monde craint, la *shooting-star* du petit écran.

En d'autres termes, une « merveilleuse aubaine » de plus (en *candidature spontanée*) pour les prosélytes acharnés de l'idéologie contre-insurrectionnelle.

Dominique Arias

*Habituellement traducteur d'ouvrages et d'articles pour les sites Mondialisation.ca et Investigaction, Dominique Arias est aussi occasionnellement l'auteur d'articles résumant différents éclairages sur le traitement des événements et conflits internationaux dans les médias occidentaux.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Dominique Arias](#), Mondialisation.ca, 2016

---

Articles Par : [Dominique Arias](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)